

Des militants d'Attac et Extinction Rebellion en garde à vue après une tentative d'action contre les jets privés

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour il y a 3 heures

[Écouter cet article](#)

00:00/02:42



Des militants d'ATTAC devant le port d'Antibes (Alpes-Maritimes) le 24 septembre 2022. Valery HACHE / AFP

Les militants avaient investi l'aéroport secondaire de Paris, Le Bourget, en Seine-Saint-Denis, qui permet le décollage et l'atterrissage de jets privés.

Vingt-sept militants d'Attac et d'Extinction Rebellion déterminés à empêcher «*le décollage des jets privés*» ont été placés en garde à vue lundi après avoir échoué à s'introduire sur les pistes de l'aéroport du Bourget, près de Paris, a appris l'AFP auprès de militants et du parquet. La journée a également été marquée par deux actions d'un autre collectif, Dernière rénovation.

Au Bourget (Seine-Saint-Denis), les activistes ont été repérés en milieu de matinée par les forces de l'ordre alors qu'ils circulaient dans un camion sur la zone publique de l'aéroport, a constaté une journaliste de l'AFP. Les policiers ont découvert plusieurs dizaines de militants cachés à l'intérieur du camion et procédé au contrôle d'identité de chaque personne.

Vingt-sept personnes ont été placées en garde à vue, a indiqué à l'AFP le parquet de Bobigny. La qualification pénale retenue n'est pour l'heure pas connue. D'après un membre d'Extinction Rebellion (XR), dénonçant une «*procédure abusive*», les militants ont été placés en garde à vue au commissariat de La Courneuve.

Fin septembre, des militants d'Attac et XR s'étaient déjà introduits sur un terminal du Bourget (Seine-Saint-Denis), présenté comme le premier aéroport d'affaires en Europe. *«Les jets privés sont le symbole du refus du gouvernement à agir pour un futur durable»*, a déclaré Extinction Rebellion dans un communiqué. *«Pourquoi laisser ces hyperriches polluer à leur guise, à l'heure où les Français subissent la crise énergétique ?»*.

Activisme sur le Panthéon à Paris

Pour Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac France, *«le gouvernement ne peut exhorter la population à faire preuve de sobriété et à se serrer la ceinture, pendant qu'il multiplie des réformes de régression sociale et mène une politique qui permet aux ultra-riches et aux multinationales de défendre une société d'hyperconsommation et un mode de vie détruisant la planète»*.

Les mouvements de désobéissance civile multiplient leurs actions ces derniers mois dans les pays occidentaux pour dénoncer l'inaction des gouvernements et du monde économique, perturbant des événements sportifs, bloquant la circulation ou collant leurs mains à des œuvres d'art.

Vers 11H00, lundi, un militant écologiste du collectif *«Dernière rénovation»* est monté sur le toit du Panthéon, a mis le drapeau français en berne et s'est attaché au mât avec un cadenas avant de redescendre. Il a été interpellé pour *«intrusion dans un bâtiment historique ou culturel»*, a appris l'AFP de source policière. En fin de journée, une dizaine de militants du même collectif ont été interpellés pour avoir essayé de bloquer la circulation sur le pont de Sèvres à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), selon une autre source policière.